

CAS - 043 M
C.P. - ITINERANCE
AU QUEBEC

La Manne de l'île, Banque alimentaire
119, rue de Carillon
Gatineau Qc J8X 2P8
Tél : (819) 770-5261, Téléc. : (819) 772-8348
mannedelile@sympatico.ca

Présenté à :
La Commission de l'Assemblée nationale du Québec
sur l'itinérance
Le 30 septembre 2008

Rédigé par :
Francine Rondeau
Intervenante/agent de liaison
Septembre 2008

Mémoire

Présentation de l'organisme

La Manne de l'île est un organisme communautaire qui a vu le jour en 1991 sous l'égide du frère Réjean Gadouas, o.m.i. Elle a pignon sur rue dans un secteur très défavorisé soit le secteur de l'île de Hull. L'organisme a été fondé à partir d'un besoin criant, beaucoup de personnes vulnérables du secteur n'avait nulle part où aller chercher des denrées alimentaires leur permettant de survivre pour quelques jours.

Mission de la Manne

La Manne a pour mission de fournir un dépannage alimentaire une fois par mois aux personnes démunies vivant dans le secteur mais aussi d'offrir à ces gens un service de références et d'accompagnement si nécessaire et leur permettre de participer à une cuisine collective. Ces services sont offerts dans le but d'aider les gens à atteindre la sécurité alimentaire et de contrer l'exclusion sociale.

Les utilisateurs de nos services

Ces personnes se retrouvent dans toutes les catégories d'âge et nous constatons que les hommes viennent en plus grand nombre demander nos services. Depuis environ 2 ans, nous voyons s'accroître le nombre d'utilisateurs dans les groupes de jeunes entre 18 et 30 ans et les personnes de 65 ans et plus. Il y a une hausse constante du nombre de personnes demandant des services à la Manne. En 2003 c'était 250 personnes qui nous visitaient mensuellement et maintenant ce nombre est de 950 personnes. Il est difficile de quantifier exactement le nombre d'itinérants et les personnes à risque de le devenir dans un secteur donné, cela est dû au fait que les personnes vulnérables demeurent peu de temps au même endroit et par le fait même changent d'adresse souvent.

Ces gens vivent beaucoup de problématiques reliées à la pauvreté tels : maladie mentale et physique, consommation de drogues, d'alcool ou multiconsumation, divorce, violence conjugale, deuil, manque de travail, manque de scolarité, jeu pathologique, etc... Ces gens nous confient tous vivre l'exclusion sociale puisqu'il est très difficile pour eux avec de si faibles revenus de participer activement à la vie culturelle et sociale auxquelles ils ont droit.

Suite à des périodes plus ou moins longues d'itinérance ou à risque de le devenir, ces gens perdent le goût de s'en sortir et il est plus difficile pour les intervenants de les encourager à se reprendre en main et de reprendre leur place dans la société.

Région de l'Outaouais

La région de l'Outaouais a un statut particulier puisqu'elle a une frontière commune avec l'Ontario. De plus en plus de personnes provenant de l'Ontario viennent s'installer à Gatineau parce que le coût des logements y est moins élevé (le coût des logements locatifs est en hausse constante) et que les services offerts sont concentrés dans le secteur ce qui permet à ces personnes vulnérables d'éviter d'avoir à se déplacer sur de trop longues distances puisque la plupart d'entre eux ne possèdent pas d'auto. Ce phénomène explique en partie l'augmentation de clientèle vécue par notre organisme depuis quelques années.

Précarité financière de l'organisme

La Manne de l'île survit avec un très petit budget. La plus grosse part des revenus de l'organisme vient de Centraide, de l'Agence de santé et des services sociaux de l'Outaouais et du programme IPLI qui nous permet d'assurer le salaire d'une intervenante pour une période 1 an. Mais actuellement, nous ne savons toujours pas si la Manne de l'île recevra d'autres sommes d'argent par le programme IPLI ce qui lui permettrait d'assurer le poste de l'intervenante. A cause de notre situation financière très précaire, l'organisme se verra peut-être à plus ou moins long terme dans l'obligation de cesser ses activités ou de mettre à pied des travailleurs nécessaires au bon fonctionnement de l'organisme. La Manne de l'île est en importance la plus grosse banque alimentaire de Gatineau. Dans le cas où nous devrions fermer nos portes où iraient ces gens pour demander de l'aide ? Notre ressource leur permet pour la plupart d'éviter d'être à la rue; faute d'incapacité à payer leur loyer.

Nous devons aussi acheter une partie de la nourriture que nous donnons aux gens. Le lait, les fruits et légumes et la viande ne sont pas souvent donnés par nos fournisseurs réguliers. Nous avons reçu en 2007-2008 des fournisseurs réguliers (les commerçants locaux et la banque alimentaire d'Ottawa) pour 450 000 \$ de nourriture qui a été redistribuée en entier aux gens appauvris faisant appel à nos services. Conséquemment à la hausse de notre clientèle, il est évident que le volume de denrées reçues, même s'il semble gros à prime abord, ne suffit plus. Nous devons donner de plus petits dépannages et nous ne pouvons avec un si petit budget, nous procurer en quantité suffisante les aliments frais nécessaires afin d'atteindre notre objectif qui est d'aider les gens à atteindre la sécurité alimentaire.

Besoins de financement

Assurément, La Manne de l'île a besoin de plus d'argent afin de payer les salaires et de pouvoir effectuer l'achat de nourriture, pour les activités de tous les jours et pour assurer l'intervention auprès des personnes vulnérables faisant appel à nos services. Nous souhaitons consolider nos services et développer davantage d'interventions stimulant l'empowerment des personnes tel que cuisine collective pour les familles et particulièrement les enfants. À cet effet, nous pourrions développer des programmes de présentation auprès des écoles situées dans les secteurs les plus appauvris de Gâtineau.

Notre organisme ne peut se développer sans l'obtention d'une aide financière adéquate et récurrente des différents paliers de gouvernement. Ces actions portées dans le but de prévenir et d'assister les gens en situation précaire ne sauraient exister sans une collaboration étroite des dirigeants de la province et du pays puisque le développement social est l'affaire de tous.

Recommandations

- Une politique gouvernementale en itinérance est essentielle puisque le problème de l'itinérance touche tout le monde et les efforts pour améliorer la situation doivent venir du gouvernement en collaboration avec les organismes communautaires. Les différents niveaux de gouvernement devront supporter financièrement dans une plus grande proportion les organismes communautaires afin d'aider ces derniers à accomplir leur mission et pouvoir faire encore plus d'efforts afin d'aider les gens vulnérables itinérants où qui sont à risque de le devenir. Nos efforts conjoints devront être axés sur la prévention et la détection le plus tôt possible des problématiques et leurs causes, vécues par ces personnes.

1. Nous demandons de mieux financer les organismes qui offrent une aide directe visant à contrer les impacts de la pauvreté et accompagnent vers la réinsertion les personnes en difficulté.
2. Nous recommandons des mesures afin de s'assurer d'une plus grande continuité des services tant institutionnels que communautaires dans une démarche visant la complémentarité et l'intensification des interventions tel que ce que nous expérimentons avec l'Équipe Image et les organismes du Centre-ville.

Nous devons garder à l'esprit que tout le monde a le droit d'accéder à un logement convenable, à de la nourriture saine et nutritive, à de bons soins de santé, à l'éducation et surtout au respect des autres. Nos efforts doivent être concertés dans le but certain de les aider à reprendre la place auquel ils ont droit au sein de la société. On ne peut atteindre une meilleure justice sociale si nous nous contentons de repousser à l'exclusion les démunis de notre société.

Enfin, le gouvernement devrait s'assurer de la mise en place de programmes de formation pertinents s'adressant aux intervenants oeuvrant dans le domaine de l'itinérance et bonifier l'aide directe de base allouée aux itinérants et aux personnes à risque de le devenir. Ici nous pourrions favoriser un soutien financier consolidant la démarches des personnes qui doivent rebâtir leur vie et celle de leur famille.

Des programmes de sensibilisation pourraient être mis sur pied auprès des jeunes de niveau scolaire afin de les sensibiliser aux problèmes reliés à l'itinérance. De l'information devrait être mise à leur disposition sur les services qui sont offerts dans le cas où ces derniers auraient à traverser les difficultés rencontrées lors d'une grossesse non désirée, un deuil, une séparation, un échec scolaire, le divorce de leurs parents, une situation difficile à la maison, la surconsommation de drogues, d'alcool ou de médicaments de ces jeunes ou de leurs parents

Enfin nous tenons à vous remercier de la chance que vous nous avez donnée d'exprimer notre point de vue face à l'itinérance. Beaucoup de travail reste encore à faire mais ensemble nous pouvons changer les choses.

Rédigé par : Francine Rondeau
intervenante/agent de liaison
Septembre 2008